

Projet de loi d'indemnisation des victimes de terrorisme

Actions de V-Europe en faveur d'un Fonds de Garantie

NL versie op p. 4

Chers membres,

Comme vous le savez peut-être, le 26 octobre 2017, le rapport final de la Commission d'enquête sur les attentats du 22 mars a été voté à la quasi-unanimité par les parlementaires belges. Parmi les recommandations de ce rapport figure la création d'un Fonds de Garantie :

La commission d'enquête recommande que, pour l'avenir, la Belgique se dote d'un système qui, au lieu d'offrir une aide subsidiaire qui contraint la victime à s'adresser elle-même aux organismes publics ou privés chargés de l'indemniser, prévoit la création d'un fonds qui pourra lui allouer, dans les délais les plus brefs, des aides et indemnités, à charge de récupérer ce qui est dû par les compagnies d'assurance.

En mai 2018, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des victimes de terrorisme nous a adressé, suite à sa visite en Belgique, des recommandations similaires :

La Rapporteuse spéciale constate que les droits et les besoins des victimes ne sont pas pleinement pris en compte et nécessitent encore une attention juridique et politique importante. [...] La Rapporteuse spéciale exhorte le Gouvernement à faire des victimes du terrorisme une priorité significative pour faire face aux conséquences des attentats terroristes, notamment en donnant la priorité à la réforme juridique. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, la réglementation des compagnies d'assurance et la création d'un fonds national de garantie administré par le gouvernement, pour répondre aux besoins financiers à court, moyen et long terme des victimes. [...]

Notons également que plusieurs pays tels que la France, l'Espagne, le Royaume-Unis ou Israël sont dotés de systèmes d'indemnisation des victimes de terrorisme efficaces. Suite à ces recommandations, V-Europe a continuellement travaillé pour la création d'un tel Fonds. Nous allons retracer ici nos efforts en ce sens.

Dès 2017, Maître Nicolas Estienne (avocat de plusieurs victimes des attentats du 22 mars, de V-Europe et spécialiste en droit de la responsabilité et de la réparation des dommages) publiait un article juridique analysant la situation de l'indemnisation en Belgique et proposait de mettre en place un Fonds de Garantie similaire à ce qui se fait en France. V-Europe a aussi été entendu lors de la rédaction des recommandations (notamment le 30 mai 2017 en Commission Santé). En Commission Justice, le 2 octobre 2018, V-Europe a également pu faire entendre le président de l'AfVT (Association française des Victimes de Terrorisme) afin qu'il présente aux parlementaires belges le système français de Fonds de Garantie. V-Europe y a à nouveau défendu la mise en place d'un Fonds de Garantie en Belgique.

Le 28 mars 2019, V-Europe a organisé une séance publique au Parlement Bruxellois afin de démontrer les failles du projet de loi alors proposé (projet de loi basé sur un système forfaitaire) pour indemniser les victimes de terrorisme. A nouveau, V-Europe a appelé le monde politique à respecter les recommandations de la Commission d'enquête sur les attentats du 22 mars et à mettre en place un Fonds de Garantie. En mai 2019 ainsi qu'en novembre 2019, V-Europe a rappelé le projet de Fonds de Garantie au ministre de la Justice. N'oublions pas qu'à chaque commémoratif, le projet est également rappelé. En mars 2021, lors du cinquième commémoratif, il y a eu plusieurs rappels et reprises médiatiques. En mars 2022, V-Europe a rappelé sur les ondes de la VRT sa volonté de voir la Belgique se doter d'un Fonds de Garantie. L'arrivée du Covid a mis ralenti le travail législatif à propos d'un Fonds de Garantie jusqu'en 2022. Sans parler des nombreux contacts annuels politiques.

Depuis le début de l'année 2022, V-Europe a pris part à des consultations relatives à un nouveau projet de loi d'indemnisation des victimes de terrorisme, porté par le ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne. Le 6 juillet 2022, V-Europe a été invité en Commission Justice à propos du suivi des recommandations de la Commission d'enquête sur les attentats du 22 mars. Nous y avons à nouveau exprimé notre souhait de voir la création d'un Fonds de Garantie en Belgique. Le 7 décembre 2022, le ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne a finalement proposé son projet de loi d'indemnisation des victimes de terrorisme au parlement. Ce projet présente comme avancées que chaque victime belge de terrorisme sera indemnisée, indépendamment du fait qu'elle soit assurée ou non. De plus, le délai d'introduction des dossiers passe de 3 à 5 ans. Malgré ces avancées, ce projet de loi ne met pas en place un Fonds de Garantie et laisse l'indemnisation des victimes de terrorisme dans la main des assureurs privés. V-Europe a donc pris la parole en Commission de l'Économie le 7 décembre pour s'opposer au projet de loi, tout comme nous l'avions déjà fait durant la rédaction du projet de loi.

Le ministre Dermagne est revenu avec le projet de loi en Commission Économie ce mercredi 1^{er} février, avec pour seule modification que les victimes étrangères d'attentat en Belgique seraient

aussi indemnisées. Nous le saluons. Comme nous l'avions déjà fortement souligné le 7 décembre, ce projet de loi n'est pas suffisant étant donné qu'il laisse l'indemnisation des victimes dans les mains des assureurs privés. Les experts internationaux s'accordent sur le fait que l'indemnisation des victimes de terrorisme devrait être la responsabilité de l'État, et pas du secteur privé. Face aux critiques venant tant de la majorité que de l'opposition, ainsi que grâce à une lettre de V-Europe envoyée aux ministres de l'Économie et de la Justice et proposant des solutions concrètes pour améliorer le projet de loi, le ministre Dermagne n'a pas procédé au vote ce 1^{er} février et a repris son projet de loi pour l'améliorer.

L'objectif de V-Europe est de continuer à travailler constructivement à un projet de loi qui donne droit à chaque victime d'un attentat terroriste en Belgique, ainsi qu'à chaque belge victime d'un attentat terroriste, à une indemnisation complète du dommage sur base du droit commun, et ce via un organisme central et géré par l'État, véritable cible des attentats terroristes.

Nous vous tiendrons informés des avancées futures à ce sujet.

Il vous reste des questions quant à nos actions en vue de la mise en place d'un Fonds de Garantie en Belgique ? N'hésitez pas à les adresser à cette adresse : florian.jehin@v-europe.org.

NL VERSIE OP DE VOLGENDE PAGINA

Compensatiewet voor slachtoffers van terrorisme

Acties van V-Europe ten gunste van een Garantiefonds

Beste leden,

Zoals u wellicht weet, werd op 26 oktober 2017 het eindrapport van de onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart unaniem goedgekeurd door de Belgische parlementariërs. Een van de aanbevelingen van dit rapport is de oprichting van een Garantiefonds:

“De onderzoekscommissie beveelt aan dat België voor de toekomst een systeem invoert dat, in plaats van subsidiaire hulp te bieden die het slachtoffer dwingt contact op te nemen met de openbare of particuliere instanties die verantwoordelijk zijn voor schadevergoeding, voorziet in de oprichting van een fonds dat in staat zal zijn om hem zo spoedig mogelijk hulp en vergoedingen toe te kennen, op voorwaarde dat hij de vorderingen van de verzekeringsmaatschappijen terugkrijgt.”

In mei 2018 stuurde de Speciale Rapporteur van de Verenigde Naties voor de rechten van slachtoffers van terrorisme ons, naar aanleiding van haar bezoek aan België, gelijkaardige aanbevelingen:

“De Speciale Rapporteur constateert dat er onvoldoende rekening wordt gehouden met de rechten en behoeften van slachtoffers en dat er nog steeds veel juridische en politieke aandacht nodig is. [...] De speciale rapporteur dringt er bij de regering op aan om van slachtoffers van terrorisme een belangrijke prioriteit te maken bij het omgaan met de gevolgen van terroristische aanslagen, onder meer door prioriteit te geven aan juridische hervormingen. Dit omvat, maar is niet beperkt tot, de regulering van verzekeringsmaatschappijen en de oprichting van een door de overheid beheerd nationaal garantiefonds om te voorzien in de financiële behoeften van slachtoffers op korte, middellange en lange termijn. [...]”

Er moet ook worden opgemerkt dat verschillende landen, zoals Frankrijk, Spanje, het Verenigd Koninkrijk of Israël, effectieve compensatiesystemen hebben voor slachtoffers van terrorisme. Naar aanleiding van deze aanbevelingen heeft V-Europe voortdurend gewerkt aan de oprichting van een dergelijk Fonds. We zullen hier onze inspanningen in deze richting overlopen.

Reeds in 2017 publiceerde Maître Nicolas Estienne (advocaat van verschillende slachtoffers van de aanslagen van 22 maart, V-Europe en specialist in aansprakelijkheidsrecht en

schadevergoeding) een juridisch artikel waarin hij de situatie van schadevergoeding in België analyseerde en voorstelde om een Garantiefonds op te richten vergelijkbaar met wat in Frankrijk wordt gedaan. V-Europe werd ook gehoord tijdens het opstellen van de aanbevelingen (onder meer op 30 mei 2017 in de Commissie Volksgezondheid). In de Commissie Justitie kon V-Europe op 2 oktober 2018 ook de voorzitter van de AfVT (Franse Vereniging van Slachtoffers van Terrorisme) laten voordragen zodat hij het Franse systeem van Garantiefonds voorstelde aan Belgische parlementariërs. V-Europe verdedigde er opnieuw de oprichting van een Garantiefonds in België.

Op 28 maart 2019 organiseerde V-Europe een openbare zitting in het Brussels Parlement om de gebreken aan te tonen van het toen voorgestelde wetsvoorstel (wetsvoorstel op basis van een forfaitair systeem) tot compensatie van slachtoffers van terrorisme. Opnieuw riep V-Europe de politieke wereld op om de aanbevelingen van de Onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart te respecteren en een Garantiefonds op te richten. In mei 2019 en november 2019 herinnerde V-Europe de Minister van Justitie aan het project Garantiefonds. Laten we niet vergeten dat bij elke herdenking ook aan het project wordt herinnerd. In maart 2021, tijdens de vijfde herdenking, werd het meermaals herhaald en kreeg het media-aandacht. In maart 2022 herinnerde V-Europe langs de kanalen van de VRT aan zijn wens om België een Garantiefonds te zien oprichten. De komst van Covid heeft het wetgevingswerk over een Garantiefonds vertraagd tot 2022. Laat ons niet vergeten de tientallen politieke contacten die er verder jaarlijks plaats hebben gevonden.

Sinds begin 2022 neemt V-Europe deel aan het overleg over een nieuw wetsontwerp over de vergoeding van slachtoffers van terrorisme, geleid door Minister van Economie Pierre-Yves Dermagne. Op 6 juli 2022 werd V-Europe uitgenodigd in de commissie Justitie met betrekking tot de opvolging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie naar de aanslagen van 22 maart. We spraken opnieuw onze wens uit voor de oprichting van een Garantiefonds in België. Op 7 december 2022 heeft Minister van Economie Pierre-Yves Dermagne eindelijk zijn wetsontwerp voor de vergoeding van slachtoffers van terrorisme aan het parlement voorgesteld. Dit project stelt als vooruitgang dat elk Belgisch slachtoffer van terrorisme wordt vergoed, ongeacht of ze verzekerd zijn of niet. Daarnaast wordt de termijn voor het indienen van dossiers opgetrokken van 3 naar 5 jaar. Ondanks deze vorderingen wordt met dit wetsvoorstel geen Garantiefonds voorgesteld en wordt de vergoeding van slachtoffers van terrorisme overgelaten aan particuliere verzekeraars. V-Europe nam daarom op 7 december het woord in de Commissie Economie om zich tegen het wetsvoorstel te verzetten, net zoals we al hadden gedaan hadden tijdens het opstellen van het wetsvoorstel.

Minister Dermagne keerde op woensdag 1 februari met het wetsontwerp terug naar de Commissie Economie, met als enige wijziging dat ook buitenlandse slachtoffers van aanslagen in België schadevergoedingen zouden krijgen. Dit verheugt ons. Echter zoals we op 7 december al sterk benadrukten, volstaat dit wetsvoorstel niet aangezien het de vergoeding van slachtoffers in handen laat van private verzekeraars. Internationale deskundigen zijn het erover eens dat compensatie voor slachtoffers van terrorisme de verantwoordelijkheid van de staat moet zijn, niet in de handen van privéverzekeraars. Geconfronteerd met kritiek van zowel de meerderheid als de oppositie, en mede dankzij een brief van V-Europe aan de Ministers van Economie en Justitie waarin concrete oplossingen worden voorgesteld om het wetsvoorstel te verbeteren, ging minister Dermagne op 1 februari niet over tot stemming en nam zich voor het wetsvoorstel verbeteren.

Het doel van V-Europe is om constructief verder te werken aan een wetsontwerp dat elk slachtoffer van een terroristische aanslag in België, alsook elk Belgisch slachtoffer van een terroristische aanslag, recht geeft op volledige vergoeding van de schade op basis van het gemene recht, en dit via een centraal orgaan beheerd door de Staat, het echte doelwit van terroristische aanslagen.

We houden u op de hoogte van toekomstige vorderingen op dit gebied.

Heb je nog vragen over onze acties met het oog op de oprichting van een Garantiefonds in België? Aarzel niet om ze naar dit adres te sturen: florian.jehin@v-europe.org.